

# canal D

Une action de développement par la communication

Bimensuel d'informations et de communication

N°076 du 10 Septembre 2020

PRIX 250F

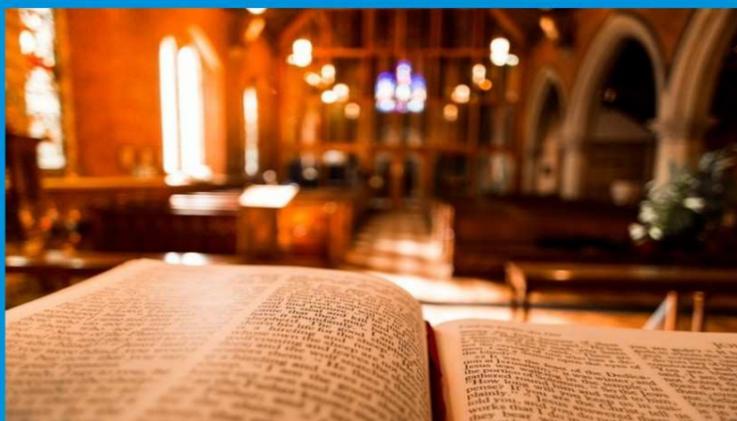
REPRISE DES BRAQUAGES : P.3

## Et si on audita le système informatique des banques ?



COVID 19 :

## A quand la réouverture des lieux de culte ?



Un lieu de culte

EDITORIAL

P.2

## Halte aux vuvuzelas !

Dans les pays francophones d'Afrique noire, les mauvaises habitudes ont la peau dure. Au rang de ces attitudes précambriennes et rétrogrades, le griotisme des larbins de palais qui continuent par infantiliser les populations non éveillées. Si l'on peut comprendre, le larbinisme des "bénévoles", en revanche lorsque les hommes de médias s'en mêlent, ...

Lire Suite à la page 2

ETRANGER

P.5

LIMITATION DE MANDAT

PRÉSIDENTIEL :

## Les avertissements de Buhari à Ouattara et Condé



Muhammadu Buhari

MÉDIAS

P.5

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION :

## MéToCoB et l'OTR outillent les professionnels des médias



Michel Yao Tchadja, président MéToCoB

**Editorial**  
**Halte aux vuvuzelas!**

*Dans les pays francophones d'Afrique noir, les mauvaises habitudes ont la peau dure. Au rang de ces attitudes précambriennes et rétrogrades, le griotisme des larbins de palais qui continuent par infantiliser les populations non éveillées. Si l'on peut comprendre, le larbinisme des "béné oui oui", en revanche lorsque les hommes de médias s'en mêlent, la bêtise est plus qu'anormal pour ceux qui sont censés être des leaders d'opinion.*

Pour peu que le chef de l'Etat, premier serviteur du peuple pose une action, les titres tels que "Faure Gnassingbé met la main à la poche", "Faure Gnassingbé offre...", "Faure Gnassingbé fait ci ou ça...", "la générosité du chef de l'Etat..." foisonnent à profusion.

Diantre ! Les actions du chef de l'Etat comme la dotation de véhicules aux 117 communes du Togo, ne sauraient être interprétées comme une initiative personnelle, une faveur ou une magnanimité de celui qui n'est qu'un simple gérant du patrimoine commun et redevable au peuple qui l'a porté aux destins de la nation togolaise.

Si la célèbre formule "sur instruction personnelle du chef de l'Etat" est devenue moins populaire après avoir été dézinguée par un ministre du même Faure Gnassingbé, les titres laudateurs et avilissants ne sauraient prospérer au risque de faire des populations des mendicants de la bonté du "souverain seigneur".

L'époque des "longue vie au roi" n'est-elle pas révolue ? Et, pourtant !...

Jean Legrand Polorigni

**1ER ANNIVERSAIRE DE LA BOULANGERIE WISA GLORY :**

**Un an de réussite avec du made in Togo**

*Dans les pays à revenu faible comme le Togo, le chômage et la précarité économique sont la racine de tous les problèmes de la jeunesse. Malgré les programmes et financement d'initiatives entrepreneuriales et agricoles, le problème paraît persistant d'autant plus qu'il existe en l'occurrence dans le secteur agricole, un grand taux annuel de surproduction qui ne peut être géré en partie que par l'industrie de transformation. Depuis son installation à Zanguéra dans le Grand Lomé, la boulangerie Wisa Glory s'est donnée le défi d'absorber une bonne partie des productions agricoles pour la production du pain et produits de boulangerie de qualité, tout en créant de l'emploi aux jeunes.*

Du 29 août 2019 au 29 août 2020, se sont écoulés douze mois de travail acharné avec professionnalisme au service du made in Togo de qualité, et de la valorisation du paysan togolais. Il s'agit du 1er anniversaire de la boulangerie qui a été célébré en présence de plusieurs personnalités dont le ministre en charge de l'Agriculture, Noël Koutéra Bataka.

"Démystifier la farine importée du blé et pousser la production du pain au-delà d'un simple remplissage du ventre pour en faire un aliment de qualité favorisant une bonne santé chez le consommateur" : c'est le leitmotiv de la boulangerie initiée par Daniel Agblevon depuis quelques années, mais officiellement lancée le 29 août 2019. Très connu pour sa maîtrise des techniques de production de pain à base de près d'une vingtaine de produits agricoles : mil, manioc et gingembre, moringa, maïs, sorgho et autres, Wisa Glory défie et impressionne plus d'un par son savoir-faire et son amour des produits locaux.

A en croire le ministre de l'Agriculture et de la production Halieutique, M. Noël Koutera Bataka, présent à cette célébration, l'agriculture togolaise dégage chaque saison, d'importants excédents. Pour le manioc par exemple, on note environ 400 000 tonnes d'excédents avec d'énormes difficultés de conservation. Trouver des débouchés pour ces excédents représenterait une grande valeur ajoutée puisque le Togo n'exploite que 30% de ses terres arables. Selon lui, il n'y a pas d'autres alternatives que



Daniel Agblevon

d'encourager la transformation agricole, mais surtout la consommation des produits locaux comme Wisa Glory donne l'exemple en absorbant le manioc, le mil, le sorgho, sojas etc. produits localement pour en faire des fari-

nes de pains et autres produits de boulangerie.

"Si nous voulons accompagner la dynamique, on peut juste consommer les productions locales, pour permettre aux producteurs d'écouler des productions. On valorise

ainsi la chaîne de production tout en permettant aux jeunes de se lancer dans l'entrepreneuriat agricole", a prescrit le ministre Bataka dans son mot de circonstance.

La boulangerie Wisa Glory dispose d'une impressionnante infrastructure moderne de boulangerie, pour une production allant jusqu'à la personnalisation selon le goût et l'orientation alimentaire des consommateurs, le tout dans le respect strict de l'hygiène et la promotion d'une alimentation saine et équilibrée.

Daniel Agblevon ambitionne de s'associer avec plusieurs autres acteurs de la transformation agricole pour devenir un pilier incontournable du made in Togo. Il n'écarte pas la lutte pour la conquête des marchés internationaux puisque ses produits ont déjà voyagé au-delà de nos frontières. Le Togo n'ayant que quelques 8 millions de consommateurs environs, c'est un marché très petit pour l'industrie de transformation. Les stratégies devraient dès lors, évoluer jusqu'au lobby diplomatique, afin de rafler de nouveaux marchés pour les jeunes entrepreneurs Togolais.

Noël A.

**ECONOMIE :**

**Le lancement de l'Eco renvoyé aux calendes grecques**

*La mise en circulation de la monnaie unique de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) "Eco" n'aura plus lieu en fin d'année 2020. Le lancement de cette monnaie a été reporté à une date ultérieure.*

Réunis lundi 7 septembre 2020 à Niamey au Niger en sommet ordinaire, les chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO ont acté l'impossibilité de lancer d'ici la fin de l'année, la nouvelle monnaie régionale.

La CEDEAO justifie ce report par le "non-respect des critères de convergence et l'impact économique de la Covid-19". Les États membres de la CEDEAO ont ainsi décidé de l'élaboration d'une "nouvelle feuille de route", sans toutefois préciser un nouveau calendrier. Les



chefs d'État se sont engagés à cet effet à respecter les critères de convergence macro-économique avant la création de la nouvelle monnaie. S'agissant des critères de convergence, le Togo a été félicité lors de ce sommet étant le seul pays remplissant les conditions (rester en-dessous de 3% du produit intérieur brut de déficit, de 10% d'inflation et avoir une dette inférieure à 70% du PIB).

D'après le président ivoirien, Alassane Ouattara, "l'Eco "

en tant que monnaie scripturale ou fiduciaire ne pourra pas voir le jour avant une période de trois à cinq ans.

Rappelons qu'en attendant le lancement de la future monnaie de la CEDEAO, la fin du CFA a été actée par un accord de coopération signé le 21 décembre 2019 entre le président français Emmanuel Macron, et les gouvernements des États membres de l'Union monétaire ouest-africaine.

C.D.

**Pour vos annonces et reportages,  
Contactez les numéros suivants :  
(00228) 91 42 55 00 / 98 67 08 37**

**COVID 19 :**

# A quand la réouverture des lieux de culte ?

*Plusieurs sources bien introduites annoncent une imminente réouverture de tous les lieux de cultes au Togo. Ceci, après sept mois de fermeture liée au Covid-19. Ce n'est pas trop tôt. Pour un pays dont la Constitution place le peuple sous la protection de Dieu, on a l'air d'avoir relégué le religieux en second plan dans la gestion de la crise de Covid-19. Alors que les bars, hôtels, marchés populaires et d'autres endroits de rassemblement de masses humaines continuaient leurs activités, les autorités estimaient visiblement que seuls les lieux de culte étaient vecteurs de plus de risques.*

Alors que plusieurs événements religieux majeurs ont été annulés dans différentes congrégations, que seulement quelques communautés par régions sont autorisées à ouvrir, et que les croyants et adeptes commencent à perdre patience, on annonce une rencontre gouvernementale visant à autoriser la réouverture totale des lieux de cultes. La rencontre aura lieu ce 10 septembre, selon certaines précisions, avec pour objectif de fixer les conditions de reprises pour les lieux d'adoration.

Enfin! Soupire-t-on dans l'opinion pour ceux qui ne comprenaient pas du tout, pourquoi on pouvait autoriser les attroupements dans les marchés, tolérer les rassemblements politiques en reléguant les cultes au second plan. Cette attitude a été à l'origine de suspicions à la théorie du complot, encourageant de plus en plus de citoyens lucides à céder au doute sur la réalité de



*Payadowa Boukpepsi, ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités locales*

la menace au Covid-19.

Quand un leader religieux se sert de ces démonstrations selon lesquelles on a les mêmes risques de contagion dans un marché que dans l'église, et demande pourquoi autorise-t-on le marché et pas l'église, ses fidèles

sont enclins à accepter que la Covid-19 est la manifestation d'une œuvre diabolique et qu'il faudrait avec l'appui de Dieu, se rebeller. Ce qui représente un grand danger, au moment où la communication et la sensibilisation faiblissent. Il faut néan-

moins noter le patriotisme et le sens humain de plusieurs leaders religieux qui ont coopéré avec le gouvernement, et portent la mission d'information et de sensibilisation auprès de leurs fidèles. C'est donc une bonne nouvelle pour toutes ces personnes qui se sont engagées et qui ont travaillé avec le gouvernement pour une meilleure maîtrise de la situation.

Dès lors que l'on doit apprendre à vivre avec la crise du Covid-19, les lieux de cultes ont à coup sûr, le droit d'être associés à une adaptation. Apprendre à adorer Dieu malgré la Covid-19, doit faire partie désormais des nouveaux challenges du gouvernement et des reli-

gions respectives sur le territoire.

Depuis le 10 juillet qu'une petite partie des églises et mosquées avaient été autorisées à ouvrir pour une expérimentation, il faut noter qu'on n'a pas connu de cas spectaculaires de contaminations provenant des lieux de cultes. C'est un résultat encourageant qui doit davantage forcer le gouvernement à trouver des stratégies adaptées pour une reprise des adorations pour toutes religions confondues sur l'ensemble du territoire. Ainsi, "Nous peuple Togolais, nous plaçant sous la protection de Dieu" comme le stipule la Constitution, ne saurons surmonter nous tirer de cette période difficile, sans prières et actions de grâce pour Dieu. Vivement, que la réunion gouvernementale du 10 septembre ouvre de nouvelles perspectives pour les lieux de culte dans le pays.

**A. Lèmou**

## REPRISE DES BRAQUAGES :

# Et si on audita le système informatique des banques?

*À Lomé, les braquages qui emportent de gros butins semblent avoir repris. En début de semaine, quelques 6 millions de F CFA auraient été emportés au niveau du carrefour "Todman" alors que les victimes comme souvent, venaient de faire une opération à la banque. L'évidence d'informateurs sûrs devient de plus en plus grande, et d'aucuns n'écartent pas la possibilité que ceux qui informent les malfrats soient des personnes au sein des banques, ou une équipe d'éléments disposant d'une bonne technologie pour pirater les informations sur les réseaux des banques. Pourquoi n'orienterait-on pas les investigations vers cette piste?*



*Gal Yark Damehame, ministre de la Sécurité et de la Protection civile*

un grand succès, les autorités sécuritaires ont multiplié des conférences de presse, donné des instructions et orientations pour que les populations évitent de tomber dans les guets-apens des malfaiteurs.

Il a même été recommandé aux détenteurs de commerces, banques etc. d'installer des caméras de surveillance. Partout à travers Lomé, certains points stratégiques sont dotés de caméras de surveillance ; bref, une

série de mesures pour augmenter les chances de mettre la main sur les candidats au grand banditisme. Mais, alors que la fin d'année approche, le dernier braquage à succès de Todman montre que les bandits ne craignent toujours rien, d'autant plus que les investigations des autorités sécuritaires n'ont toujours pas porté de fruits et que les précédents crimes sont restés impunis : pas même d'arrestations, aucune.

Bien-sûr, on a dû se contenter de petits larcins présentés en grandes pompes à la presse, pendant que les groupes organisés qui raflent des millions, savourent leur butins quelque part. Bien-sûr, les millions emportés leur permettront de mieux s'outiller pour revenir avec plus de tact.

L'opinion s'inquiète et les opérateurs économiques se demandent comment les malfaiteurs et braqueurs sont-ils informés quand leurs victimes font des opérations bancaires ? Or, il est de notoriété publique que lorsqu'on souhaite effectuer une opération dans l'ordre d'un montant donné, il faut nécessairement avertir d'avance le gestionnaire de compte, ou la banque d'abord. Comment être sûr que ces banques ne sont pas infiltrées ? Sur les réseaux sociaux, certaines voix appellent déjà au boy-

**Suite à la page 4**



Récépissé N° 0469/21/01/13  
Edité par CANAL D GROUP  
RCCM N°TG-LOM 2016 B 1587  
02BP 20370 Lomé 02 Lomé Cité  
Tel : (00228) 91 42 55 00 /  
98 67 08 37  
Email : journalcanal.d@gmail.com  
Casier Maison de la Presse : N°19  
Von face entrée principale de la  
gare routière d'Agbalépédogan,  
Rue Aziabor.  
Immeuble JIMSCOM  
Directeur de Publication  
**POLORIGNI Jean Legrand**  
Rédaction  
Etienne Pamessam, Francis  
Parreira, A. Lèmou  
Scénariste : Tchapo Nabine  
Dessinatrice : Siwa Jeannine  
Infographie :  
Canal D Communication  
Imprimerie : RAD GRAPHIC

## CORRUPTION :

# La justice ferait-elle de l'ombre à la HAPLUCIA de Wiyao Essohana?

*Le 6 août dernier, les résultats d'une enquête réalisée sur la corruption par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED) au Togo, sur la demande de la Haute Autorité de Prévention et de Lutte contre la Corruption et les infractions Assimilées (HAPLUCIA) ont conclu que 7 milliards de F CFA de pots-de-vin sont perçus chaque année au Togo avec des spécificités sur une catégorie de personnalités (ministres, directeurs de sociétés d'Etats etc.) identifiés comme principaux acteurs de la corruption. Alors que les résultats de l'étude ont été présentés à la presse qui en a fait relais, le premier responsable de la Haplucia, M. Essohana Wiyao, a fait un rétropédalage 22 jours plus tard et accuse la presse de " mauvais relais ". Au-delà des indignations, plusieurs acteurs ont dû comprendre que la HAPLUCIA n'avait pas les mains libres pour agir dans sa mission.*

C'est ce que l'on pourrait interpréter à la lecture d'un entretien que M. Essohana Wiyao a accordé à l'Indépendant Express, laissant comprendre que son institution n'avait vocation que pour enquête et que le travail de justice et de coercition revenait à la justice, qui depuis lors, fait couvrir des dossiers sous le prétexte d'enquêtes supplémentaires.

" Ni l'étude, ni l'atelier du 6 août 2020 n'était destiné à épingler certaines personnalités du pays. Nous déplorons le mauvais relaie médiatique qui a été fait. Nous présentons donc toutes nos excuses aux personnalités qui ont été affectées par le mauvais relaie médiatique ", avait recadré M. Essohana Wiyao suite à la dissémination par la presse, du rapport révélé par la

Haplucia sur la corruption au Togo.

Qu'est-ce qui explique ce rétropédalage condamné avec toutes les rigueurs par la presse nationale ? C'était vraisemblablement un manque d'affront de la part de l'institution qui avait pourtant l'onction de l'Etat pour traquer les coupables de corruption. Interrogé, M. le président de l'institution revient sur les prérogatives et le pouvoir d'action de son institution, révélant que : " La HAPLUCIA n'a pas pour prérogative de traduire une personne en justice pour corruption. Sa mission s'arrête aux enquêtes ", révèle Essohana Wiyao, cité par les confrères du journal l'Indépendant Express.

Le premier responsable de la HAPLUCIA poursuit en expliquant que lorsque



Essohana Wiyao, président HAPLUCIA

la HAPLUCIA est saisie pour des allégations de fraude, le président et son équipe lancent une procédure d'enquêtes dont les résultats sont transmis au procureur de la République. Et c'est justement là que la mission la HAPLUCIA s'arrête. Il revient alors au procureur de la République de donner suite au dossier en

ouvrant une procédure judiciaire contre ceux qui sont incriminés dans un dossier de corruption transmis par cette haute autorité de lutte contre la corruption. Tout se joue donc entre les mains du procureur de la République qui jusqu'alors est resté muet face au désir des togolais de voir les acteurs de la corruption, comparaître devant la justice.

Mieux, plusieurs dossiers seraient déjà depuis quelques années sur le bureau du procureur de la République qui semble plus intéressé par le théâtre politique que les questions citoyennes et de bonne gouvernance. En effet, contacté par les confrères journalistes, le procureur de la République Poyodi Essolissam, reconnaît avoir reçu des dossiers de la HAPLUCIA, sauf qu'il affirme avoir à nouveau ouvert des enquêtes qui seraient en cours. C'est ainsi que les dossiers de corruptions sont soumis à d'interminables procédures

d'enquêtes pendant que les auteurs de troubles continuent tranquillement leur sale boulot, parfois, promu à d'autres postes administratifs plus juteux sans aucune crainte.

Il est à se demander, quelle est la valeur juridique de la HAPLUCIA, si la justice se donne la peine de faire (encore) des investigations après celle de cette Haute Autorité reconnue comme telle en tant qu'institution de la République ? En effet, entre autres dossiers, la HAPLUCIA a révélé avoir déjà longuement enquêté sur le dossier de détournement des fonds de la CAN 2013 ainsi que sur celui des 26 milliards disparus de la route Lomé-Vogan-Anfoin.

Aucun pays au monde ne s'est développé avec la mauvaise gouvernance et la corruption. Et Si, la lutte contre ce fléau fait l'objet médiocrité et de non priorisation aux yeux du premier magistrat de ce pays, cela pose réellement des problèmes de volonté politique, conscience professionnelle et plus de patriotisme. Quelle est cette personne qui peut prétendre aimer son pays ton en le laissant délibérément sous le poids de la corruption ?

Quoiqu'il en soit, ce curieux rétropédalage du président de la HAPLUCIA qui a fait de la presse l'agneau sacrificiel, fait dire à d'aucuns que le personnage fait inconsciemment un aveu d'impuissance face aux moult pressions subies à la suite de la publication de cette enquête qui a parfaitement ciblé les personnes à même d'entretenir la corruption dans notre pays. Cela repose une fois encore le débat de la réelle indépendance des institutions de la République et du mode de désignation actuel de leurs membres qui sont plus redevables à ceux qui les nomment plutôt qu'à la nation qu'ils sont sensés servir.

## REPRISE DES BRAQUAGES :

# Et si on audita le système informatique des banques?

Suite de la page 3

cott des banques en cette fin d'année. C'est la manifestation évidente d'une crise de confiance, un mauvais signe pour l'économie.

### De la nécessité d'un audit informatique des banques

Si d'aventure, les braqueurs n'ont pas réussi à infiltrer les banques (une thèse qui relève d'une forte probabilité), il faudrait dès lors, s'intéresser à un audit des infrastructures télécoms et informatiques des

banques.

Aujourd'hui, les technologies se rivalisent fortement, et il faut s'assurer que les bandits ne disposent pas d'une technologie qui leur permet de mettre leurs yeux et oreilles sur des secrets bancaires. Une réévaluation ultra professionnelle du système de sécurité des banques s'impose.

Aussi, faut-il comprendre l'origine des armes de pointe dont les bandits font usage. Quelle est la nature des armes utilisées par les braqueurs ? Une étude minu-

tieuse des balles qu'ils laissent sur leurs lieux de crime devrait permettre de détecter la nature et l'origine de leur arsenal.

Bref, l'on n'apprend à personne à faire son travail. L'année 2020 est déjà un désastre à cause des préjudices subis par les populations et opérateurs économiques à cause de la crise du Covid-19. Les autorités sécuritaires devraient mettre les bouchées doubles pour nous éviter d'autres désastres.

L.N.

Alô N.

## LUTTE CONTRE LA CORRUPTION : MéToCoB et l'OTR outillent les professionnels des médias

*La corruption est un phénomène qui gangrène toutes les sphères de la société. Elle entrave les démocraties, paralyse l'action des gouvernements qui cherchent à obtenir une croissance durable et inclusive, puis sape la confiance des citoyens envers leurs institutions. L'une des moyens de lutter contre ce fléau est la sensibilisation. Et celle-ci ne peut se faire sans les médias. Dans cette optique s'est tenu du 28 au 29 août derniers à Kpalimé dans la préfecture de Kloto, un séminaire de formation organisé par l'association "Médias Togolais contre la Corruption et le Blanchiment" (MéToCoB) en partenariat avec l'Office Togolais des Recettes (OTR), à l'intention d'une quinzaine de professionnels des médias.*

Ce séminaire de formation s'inscrit dans le cadre du projet d'appui à la formation des formateurs des médias sur la lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent au Togo initié par l'association "Médias Togolais contre la Corruption et le Blanchiment".

L'objectif visé à travers cette initiative était de permettre aux professionnels des médias de valoriser le contenu des articles des médias et les produits médiatiques sur le traitement des phénomènes liés à la corruption et aux infractions assimilées. Egalement, il a été question de préparer par la même occasion une pépinière de formateurs dans la maîtrise des facettes des dits phénomènes et surtout la façon non seulement de les combattre, mais aussi de les transmettre à leur tour à un plus grand nombre de journalistes.

En effet, d'après des estimations récentes de l'Organisation des Nations Unies (ONU), les produits d'activités criminelles blanchis chaque année représentent entre 2 % et 5 % du PIB mondial, soit 1.600 à 4.000 milliards de dollars par an. Ce qui justifie la tenue de cette formation qui vient donc à point nommé apporter de l'eau au moulin des actions entreprises par les plus hautes autorités de notre pays le Togo pour endiguer le phénomène.

" De l'information aux renseignements ", " Des méthodes d'investigation



La table à l'ouverture des travaux

" La promotion de la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption au Togo : cas de l'OTR ", " Le rôle des organismes publics pour juguler le phénomène de la corrup-

tion au Togo " sont les quatre communications riches et variées qui ont meublé les deux jours de travaux.

A l'ouverture des travaux, le commissaire des

douanes et droits indirects, Essien Kwawo, représentant le commissaire général de l'OTR a réaffirmé la lutte sans relâche que mène l'office contre la corruption au commissariat des douanes et des droits indirects et au commissariat des impôts. Selon lui, la lutte contre la corruption ne peut se faire sans l'aide des médias ; d'où l'adhésion de l'OTR à ce projet de formation des professionnels des médias.

Le président de l'association "Médias Togolais contre la Corruption et le Blanchiment", Michel Yao Tchadja, a pour sa part

remercié l'OTR pour ses appuis multiformes pour la réussite de cette formation qui vient nourrir en connaissances les hommes de médias sur le phénomène de la corruption. " La contribution des médias dans la lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent passe par une mobilisation plus grande des organes de presse répartis sur l'ensemble du territoire ", a-t-il indiqué.

Portée sur les fonds baptismaux le 1er octobre 2019, la mission l'association MéToCoB est de fédérer les journalistes togolais désireux d'apporter leur contribution à la lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent. Elle entend mobiliser les moyens techniques et financiers pour renforcer les capacités des journalistes togolais pour leur permettre de mieux aborder les sujets relatifs à la corruption, au blanchiment d'argent et à l'enrichissement illicite.

Jean Legrand

### LIMITATION DE MANDAT PRESIDENTIEL :

## Les avertissements de Buhari à Ouattara et Condé

*Le président du Nigeria, Muhammadu Buhari, a lors du sommet ordinaire de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) tenu le 7 septembre à Niamey, la capitale du Niger, appelé les présidents d'Afrique de l'Ouest à respecter la limite constitutionnelle de leur mandat.*

"Il est important qu'en tant que dirigeants de nos différents États membres de la Cedeao, nous respections les dispositions constitutionnelles de nos pays, notamment en ce qui concerne la limitation des mandats. C'est un domaine qui génère des crises et des tensions politiques dans notre sous-région", a-t-il déclaré.

Cette déclaration fait suite à la décision du président ivoirien Alassane Ouattara et du président guinéen Alpha Condé de se présenter pour un troisième mandat dans leurs



Muhammadu Buhari

pays respectifs.

Les propos du président Buhari ont été tenus lors du sommet ordinaire des dirigeants de la Communauté écono-

mique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui s'est tenu à Niamey au Niger.

La décision du président Ouattara de se pré-

senter pour un troisième mandat à la suite du décès soudain de son dauphin a déclenché des manifestations en Côte d'Ivoire. Ses détracteurs affirment que cette décision est anti-constitutionnelle.

De l'autre côté, des manifestations violentes ont également eu lieu en Guinée voisine où le président Condé, âgé de 82 ans, brigue un troisième mandat controversé en octobre.

Cette prise de position du géant nigérian sonne comme un avertissement aux présidents Alassane Ouattara et Alpha Condé. En clair, la position de la CEDEAO sera sans appel en cas de conflit dans ces pays.

C.D.

**ENVIRONNEMENT :**

# L'agroécologie au-delà de la protection de l'environnement est rentable selon Yannick Abodah

*L'agroécologie est souvent présentée comme un mode de production plus durable que l'agriculture conventionnelle. Mais, est-elle aussi plus performante économiquement ? Yannick Abodah, agronome technicien en agroécologie donne de plus amples éclaircissements.*

Le jeune agronome, indique que depuis quelques années, pour lutter contre le réchauffement climatique, l'agroécologie est demeurée la seule alternative durable vu ses atouts dans l'atteinte des Objectifs pour le Développement Durable (ODD). Mais, en dehors de la protection de l'environnement, elle garantit une rentabilité au producteur, car elle offre une autonomie et un marché.

En termes d'autonomie, dans la production agroécologique, le producteur est appelé à produire ses propres intrants (semences,



Yannick Abodah

compost, pesticides naturels, etc.) à part la main d'œuvre qui peut être externe. " Les producteurs qui mettent en œuvre les pratiques agroécologiques se préoccupent également de la santé de leurs

consommateurs. De plus, l'agroécologie entretient des liens sociaux avec les consommateurs, ce qui constitue un avantage dans la constitution d'un marché avec des proches et d'autres consom-

mateurs qui désirent des produits sains et écologiques pour préserver leur santé ", explique-t-il, avant de poursuivre : " L'agroécologie contribue aux services écosystémiques (préservation de la biodiversité, régulation du climat, etc.) et pour encourager les producteurs pour service rendu à l'environnement, les produits agroécologiques doivent être légèrement supérieurs (en prix de vente) par rapport aux produits agricoles conventionnels pour leur garantir une vie décente et continuer à préserver l'environnement. "

### L'agroécologie, facteur de sécurité alimentaire

Dans la région des Savanes au nord du Togo, la rudesse du climat et les modifications

socio-économiques ont pour conséquence l'insatisfaction des besoins familiaux. Cela est dû aux pratiques en agriculture conventionnelle qui ne peuvent plus satisfaire les besoins des familles. Ces contraintes rendent le métier d'agriculteur pénible et peu attrayant. Le rendement des cultures céréalières sur des terrains pauvres et mal exploités varie de 400 à 700 kg / ha ; ce qui est insuffisant pour assurer une bonne alimentation pour toute la population.

Face à ce constat, l'agroécologie propose de préserver les patrimoines nourriciers et de régénérer les sols dégradés. Son premier objectif est d'améliorer et de diversifier l'alimentation des familles. Secundo, elle assure la création d'activités génératrices de revenus basées sur la valorisation des productions agricoles locales et écologiques.

Il faut ajouter que l'agroécologie, est économe en eau. Basée sur des systèmes de polyculture-élevage diversifiés, elle favorise les agroécosystèmes complexes, moins vulnérables aux risques climatiques et plus résilients. Elle participe à la reconstitution d'un couvert végétal diversifié et à la régénération biologique des sols dégradés.

Aussi valorise-t-elle également les races et les variétés paysannes adaptées aux conditions locales. Ces différentes caractéristiques sont toutes favorables à l'autonomie et à la résilience des agricultures familiales, face aux enjeux environnementaux.

Mesures fiscales et douanières prises par le gouvernement pour accompagner les entreprises dans le cadre de la lutte contre la pandémie du Coronavirus

Pour l'atteinte des objectifs fixés par le PND, le **matériel agricole** est **exonéré de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)**.  
L'objectif visé est d'alléger les coûts d'acquisition des équipements de production agricole indispensables pour une agriculture mécanisée.



Office Togolais des Recettes - OTR

Vert-togo.com

**GHANA :**

# L'épouse de l'ex-président Jerry Rawlings, candidate à l'élection présidentielle de décembre 2020

*L'ex-première dame du Ghana, Nana Konadu Agyeman Rawlings, a été désignée par son parti, le NDP, pour le représenter à la présidentielle de décembre prochain. Première femme à se présenter à un scrutin présidentiel dans le pays, elle sera à sa deuxième candidature après celle de 2016.*

L'ex-première dame du Ghana, Nana Konadu Agyeman Rawlings (photo), épouse de Jerry John Rawlings, sera candidate à l'élection présiden-

tielle prévue en décembre 2020. Elle a été désignée par acclamation en fin de semaine dernière, pour porter les couleurs du Parti national démocratique

(NDP).

Agée de 72 ans, Nana Konadu Agyeman Rawlings qui sera en lice pour son deuxième scrutin présidentiel va affronter deux autres poids lourds de la politique ghanéenne, à savoir : le président sortant Nana Akufo-Addo du Nouveau parti patriotique (NPP), et l'ancien président John Dramani Mahama, can-



Nana Konadu Agyeman Rawlings

didat du Congrès national démocratique (NDC).

Ancienne première vice-présidente du NDC, parti fondé par son mari, dont elle avait décrié la gestion, Nana Konadu Agyeman Rawlings a créé le NDP

en 2012.

Lors de sa candidature en 2016, l'ex-première dame est devenue la première femme à se présenter à l'élection présidentielle au Ghana. Elle a été largement battue lors de ce scrutin.

agencecofin.com

## La pandémie de Covid-19 repart de plus belle en Europe, Espagne et France en tête

*La pandémie de coronavirus semble être repartie de plus belle en Europe. À l'heure où le continent compte 219 420 décès, pour 4 294 551 cas, la Commission européenne a annoncé mercredi 9 septembre un accord préliminaire avec l'alliance Biontech/Pfizer pour obtenir 200 millions de doses d'un potentiel vaccin contre le coronavirus.*

semaine, ainsi que de 15 % du nombre d'hospitalisations.

Ce rebond était toutefois attendu avec la fin des vacances et le brassage de population qu'entraîne la rentrée des classes. La reprise des activités dans les bureaux et sur les chantiers y contribue également.

Au Royaume-Uni, la nouvelle hausse est également préoccupante avec 3



Des médecins au chevet d'un malade de covid-19

Le rebond de l'épidémie a démarré en Espagne, avec 10 000 cas par jour en moyenne dès le mois d'août. Madrid a pris de nouvelles mesures pour endiguer l'épidémie, notamment l'interdiction des réunions de plus de dix personnes.

Mais la France talonne également l'Espagne aujourd'hui, avec 9 000 nouveaux cas détectés chaque jour. Le ministre de la santé Olivier Véran évoque une hausse de 30% du nombre de cas par

000 nouveaux cas de coronavirus par jour. Cela alors que le pays avait occupé la place du quatrième pays le plus touché pendant longtemps.

En Italie, le pays le plus touché par la première vague, au printemps, on note 2 000 cas par jour. La situation est un peu moins préoccupante dans le reste de l'Europe. Mais partout le nombre de contaminations est reparti à la hausse, même en Allemagne.

France24.com



**TOGOCOM ÉTEND SA COUVERTURE**  
**RÉSEAU MOBILE AU TOGO**



**+100 NOUVELLES ANTENNES**  
**DÉJÀ DÉPLOYÉES**

- ADÉTIKOPÉ-KLADJÉMÉ
- ADOUGBÉLAN
- AGOTIGOMÉ
- AHOMA
- AKPOSSOU
- ALAOUSSO
- ALINKA 2
- ANÉHO-YÉSUVITO
- ANIÉ-KABLÉKOPÉ
- ANIÉ-LOSSOKOMÉ
- AOU-MONO
- ATALO
- ATIKOLOÉ
- BASSAN-KOPÉ
- BIDJANDÉ
- BOCCO
- BONANGANA
- CINKASSÉ-TOTAL
- DALINKO
- DANTCHO
- DANYI-DZOGBÉGAN
- DANYI-KONTA
- DJADOUKOPÉ
- DJAGBLÉ-AGODOMÉ
- DJARKPANGA-PREFECTURE
- DJÉKLOÉ
- DJIYÉGA
- DZÉYIBO
- DZOGBÉKPÉMÉ
- ÉDIWLOU
- ÉHOUI
- ÉKÉTO-ÉLAVAGNON
- GAOUGBLÉ
- GAPÉ-ATCHANVÉ
- GATI-AGODOU
- GBANTCHAL
- GBOTO-KOSSIDAMÉ
- GOULBI

- HAVÉ
- ITOKOUBÉ
- KADJAFÉ
- KADOGO
- KARA-BOSCO
- KARA-CHAMINADE
- KARA-SOS
- KARA-TCHINTCHINDA
- KAVÉ
- KITANGOULI
- KOLO-MÉSSIWOBÉ
- KOUBOUABOU
- KOUDZRAGAN
- KOUGNOHOU-DJOKOMÉ
- KOUNTOUARÉ
- KOURIENTRÉ
- KOUTCHITCHÉOU
- KPALIMÉ-HÔTEL
- KPÉKPÉTA
- KPÉTAB
- KPÉTCHIHOUÉ
- KPÉTSOU
- LABARKOUTA
- LAKIYÉKOU
- LAMBOUNDI
- LANKUI
- LA PAIX
- LÉDIYO
- MANDOURI 2
- MATÉKPÉ-ABADJÉNÉ
- ATIÉGOU 3
- NAMPOCH
- NASSIKOU
- NATARÉ
- NATIGOU
- NATIPONI
- NGAMBI
- NIAMTOUGOU-KANTAMBOLI

- NOTSÉ
- NOTSÉ-NAOLO
- OFOUNAGBO
- OGARO
- OGOU-AKODÉSSÉWA
- OLIGO
- OLOUTOKOU
- PAGALA-VILLAGE
- PAGOUDA-KAGNISSI
- PAYOKA
- SAMAI 2
- SÉGBÉ-VIÉTÉ
- SIYIMÉ
- SOGBOHOÉ
- SOKODÉ-KPANGALAM
- SOTOUBOUA-SONDÉ
- TAMBONGA
- TCHAGRI-TCHAKPA
- TCHAPOSSI
- TCHÉKOUNI-KOPÉ
- TCHÉKPO-DÈVE
- TCHIMBÉRI
- TCHINMUL
- TCHOGOUMA
- TCHORÉ
- TOBOSSÉ
- TOHOUN-DOUANE
- TOKO
- TONTONDI
- TSAVANYA
- TSÉVIÉ-TÉKANYI
- VHE
- VOATTIVE
- WOGBA
- ZAFI
- ZÉGLÉ



TOGOCOM CHANGE POUR VOUS

@togocom.tg
@togocom.tg
Service Client : 888 | 119
togocom.tg | togocel.tg | togotelecom.tg

7 jours / 7 de 7h à 21h



## Réformes douanières dans le cadre l'amélioration du climat des affaires

### **01** | **Dématérialisation des procédures de dédouanement dans Sydonia World**

Emission en ligne du: bon à conduire, bon à embarquer, bon à enlever, bon à entreposer, bon à expédier, bon à sortir de MAD, bon à sortir d'entrepôt, bon pour AT, certificat de visite et bulletin de liquidation.

### **02** | **Le renforcement des mesures de sécurité et de sureté**

Avec l'opérationnalisation d'un scanner performant et la mise en place d'une unité de visite à domicile.

### **03** | **La mise en place du Cadre de Partenariat Privilégié : CPP**

Un programme de partenariat entre la Douane et les Opérateurs économiques fiables pour la sécurisation et la facilitation des échanges commerciaux.

### **04** | **La réduction des coûts**

Suppression des frais d'escorte.

### **05** | **La délivrance du certificat d'origine**

En moins d'une heure.